



HAL
open science

Frontières nationales et barrières sociales dans les mouvements féministes et le mouvement ouvrier féminin allemands (1871-1918)

Anne-Laure Briatte

► **To cite this version:**

Anne-Laure Briatte. Frontières nationales et barrières sociales dans les mouvements féministes et le mouvement ouvrier féminin allemands (1871-1918). *Histoire@Politique: revue du Centre d'histoire de Sciences Po*, 2022, 47, 10.4000/histoirepolitique.7458 . hal-03883883

HAL Id: hal-03883883

<https://hal.science/hal-03883883v1>

Submitted on 4 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Frontières nationales et barrières sociales dans les mouvements féministes et le mouvement ouvrier féminin allemands (1871-1918)

National borders and social barriers in the German feminist movement and German women's labor movement (1871-1918)

Anne-Laure Briatte



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/7458>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.7458](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.7458)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Anne-Laure Briatte, « Frontières nationales et barrières sociales dans les mouvements féministes et le mouvement ouvrier féminin allemands (1871-1918) », *Histoire Politique* [En ligne], 47 | 2022, mis en ligne le 01 juin 2022, consulté le 12 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/7458> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.7458>

Ce document a été généré automatiquement le 12 novembre 2022.

Tous droits réservés

Frontières nationales et barrières sociales dans les mouvements féministes et le mouvement ouvrier féminin allemands (1871-1918)

National borders and social barriers in the German feminist movement and German women's labor movement (1871-1918)

Anne-Laure Briatte

- 1 En mars 1915, alors que le premier conflit mondial sévit dans les pays voisins, l'Internationale socialiste des femmes réunit à Berne, en pays neutre, un congrès international des femmes pour la paix, à l'instigation de la leader socialiste allemande Clara Zetkin (1857-1933, journaliste et femme politique). Le congrès déclare la guerre à la guerre et au nationalisme et s'adresse aux femmes socialistes en tant que mères, les appelant à transmettre à leurs enfants l'amour de l'internationalisme socialiste et à lutter contre le chauvinisme propagé dans les écoles¹. À peine un mois plus tard, plus de mille deux cents déléguées de douze pays, belligérants et neutres, se réunissent pour le Congrès international des femmes pour la Paix et la Liberté à La Haye, à l'initiative des féministes suffragistes néerlandaise Aletta Jacobs (1854-1929, docteure en médecine) et allemandes Anita Augspurg (1857-1943, docteure en droit) et Lida Gustava Heymann (1868-1943, journaliste et activiste). Les féministes pacifistes rassemblées sur place demandent l'arrêt immédiat des conflits et l'ouverture de négociations pour une paix durable, mais aussi l'introduction du droit de vote des femmes comme « un des facteurs les plus importants » du maintien de la paix entre les peuples². Les deux congrès internationaux de femmes sont tellement proches dans le temps et par leur contenu qu'il faut se demander pourquoi les pacifistes socialistes et féministes n'ont pas organisé un grand congrès commun.
- 2 L'historiographie sur l'histoire des femmes et des féminismes allemands, depuis ses débuts dans les années 1970, a largement reproduit la frontière sociale entre activistes bourgeoises et socialistes, s'intéressant soit aux mouvements ouvriers féminins (jusqu'à

la fin des années 1970 environ) soit aux mouvements féministes bourgeois (à partir des années 1980 environ), sans s'interroger sur leurs points de convergence ou l'intersection de leurs luttes³. Longtemps après Werner Thönessen, qui a problématisé ce qu'il appelait l'« antiféminisme prolétarien⁴ », ce n'est que depuis peu que la recherche pose à nouveau la question de l'articulation des catégories de classe et de sexe dans la social-démocratie⁵. Par ailleurs, les liens entre féminismes bourgeois et socialistes restent à étudier dans toute leur complexité, c'est-à-dire en ne mettant pas seulement en lumière ce qui les divise, mais aussi ce qui les unit ou ce qui constitue à tout le moins des points de convergence⁶.

- 3 Le présent article propose d'éclairer cet aspect négligé dans l'historiographie des mouvements féministes bourgeois et du mouvement social-démocrate féminin dans l'Empire allemand (1871-1918), à savoir leur absence frappante de collaboration en dépit des objectifs qu'ils avaient en commun. Cette division, qui a structuré les féminismes allemands de la première heure (années 1860-1933)⁷, peut surprendre lorsqu'on pense que la mobilisation des femmes à grande échelle constituait pour elles un enjeu majeur. Cela surprend d'autant plus que les leaders de l'aile dite « radicale » du mouvement féministe bourgeois entendaient défendre les droits de toutes les femmes, y compris des travailleuses. À l'image du mouvement prolétaire féminin dirigé par Clara Zetkin, elles faisaient de l'internationalisme leur étendard et un principe vécu à travers des pratiques associatives. Pourtant, les deux mouvements de femmes ne se sont pas rejoints dans cet idéal partagé. Ce qui nous semble surprenant aujourd'hui était cependant évident pour la majorité des femmes concernées, tant les frontières sociales semblaient aux féministes de l'Empire allemand autrement plus difficiles à franchir que les frontières nationales. Tel est le constat qu'il s'agit d'expliquer dans cette contribution. Il convient pour cela de s'interroger sur la conception que les féministes de différentes sensibilités avaient de l'internationalisme et sur les pratiques dans lesquelles se traduisaient ces termes.
- 4 Quelques précisions sur les termes « radical », « modéré » et « prolétaire » s'imposent d'abord. Les féministes « radicales » entendaient prendre le problème de l'inégalité femmes-hommes à la racine (du latin *radix* : la racine) et rejetaient le modèle des associations caritatives, qui ne faisaient que remédier aux effets du problème sans le résoudre. Il convient toutefois de manier ce qualificatif avec circonspection, le sens de « radical » étant relationnel (il se définit *par rapport* à son opposé, « modéré ») et variable dans le temps et selon le contexte. Par ailleurs, les féministes allemandes bourgeoises utilisaient respectivement les qualificatifs « radical » et « modéré » pour déprécier les autres, souvent perçues comme le camp adverse, et renforcer leur identité de groupe. Notons enfin qu'il n'existait pas de ligne de démarcation clairement tracée entre les ailes « radicale » et « modérée » du mouvement féministe allemand, tant la frontière pouvait être fluide, voire brouillée, en fonction des luttes. Si radicales fussent-elles aux yeux de la plupart de leurs contemporaines, ces féministes restaient cependant légalistes, contrairement par exemple aux suffragettes britanniques⁸. Quant au mouvement « prolétaire » féminin, il était parfois aussi désigné comme mouvement ouvrier, social-démocrate ou socialiste féminin. À l'origine de sa constitution au début des années 1890, Clara Zetkin préférait le terme « prolétaire », qui renvoyait à la théorie marxiste⁹.
- 5 L'article retracera d'abord les modalités de l'intégration des mouvements féministes bourgeois et du mouvement prolétaire féminin à des organisations internationales,

menant à la formation de deux vastes réseaux parallèles d'organisations féministes internationales aux objectifs partiellement similaires mais qui jamais ne se mobilisent ensemble. Il s'agira ensuite de tenter de comprendre pourquoi leurs luttes ne pouvaient converger dans l'Empire allemand et à l'échelle internationale, depuis la création, dans l'Empire, de l'Union des Associations féminines allemandes (Bund Deutscher Frauenvereine) en 1894 et l'organisation concomitante du mouvement prolétaire féminin sous la houlette de Clara Zetkin à partir de 1890. Enfin, nous examinerons les usages qu'ont fait les mouvements féministes bourgeois et socialistes de la dimension transnationale et leurs limites.

Des orientations décisives à l'ère des congrès féministes

- 6 S'il plonge ses racines dans les mouvements libéraux et démocratiques des années 1830 et la révolution de 1848-1849, le féminisme allemand a commencé à s'organiser en associations à partir de 1865, avec la création à Leipzig (en Saxe) de l'Allgemeiner deutscher Frauenverein (ADF), l'Association générale des femmes allemandes. Diverses associations féminines, souvent à visée caritative, ont vu le jour dans les années 1860 et 1870, généralement en faveur d'un meilleur accès des femmes au marché du travail, à un moment où la révolution industrielle, notamment dans certaines régions comme la Saxe et la Rhénanie, transformait la société en profondeur. Les femmes, souvent très peu qualifiées, étaient employées dans le secteur des emplois les moins rémunérés et les moins réglementés. Le mouvement féministe allemand était donc encore en pleine phase de constitution lorsque, dans les années 1880, des organisations féministes internationales ont vu le jour¹⁰.
- 7 Internationalisme féminin et féminisme allemand étaient co-constitutifs : les caractéristiques de l'organisation internationale des femmes se sont répercutées sur le fonctionnement interne du mouvement féministe allemand, et inversement. La création d'organisations internationales de femmes et la tenue régulière de leurs congrès, qui ont marqué l'âge d'or du féminisme de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, ont dynamisé et marqué l'organisation du mouvement féministe allemand. Mais l'inverse allait par la suite également se vérifier, comme le montre l'histoire des quatre grandes organisations internationales de femmes de l'ère des congrès féministes (1890-1914) : le Congrès international des femmes (CIF), l'Alliance internationale pour le suffrage des femmes (AISF), l'Internationale socialiste des femmes et la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LILPF), créés respectivement en 1888, 1904, 1907 et 1915. Dans les trois derniers cas, des activistes allemandes faisaient partie des initiatrices de ces réseaux.
- 8 Le premier congrès international de femmes, intitulé Congrès international des droits des femmes, s'est tenu à Paris en 1878 en marge de l'exposition universelle¹¹. L'aspiration de ses participantes à intensifier les contacts par-delà les frontières et à porter au niveau international leurs actions pour une plus grande égalité entre les sexes a constitué le socle sur lequel se sont fondées plusieurs organisations fédérant des féministes de nombreux pays¹². Dix ans plus tard, la deuxième conférence internationale des femmes, tenue à Washington D.C., a débouché sur la création du Conseil international des femmes (CIF). Première organisation féministe internationale, le CIF regroupait une multitude d'associations féminines réformatrices, allant

d'associations d'abstinence à des associations pacifistes, de groupes d'ouvrières à des associations littéraires féminines. Sa constitution prévoyait que les associations se regroupent en Conseils nationaux avant de pouvoir adhérer au CIF¹³.

- 9 Cette disposition a été à l'origine de la création en 1894, dans l'Empire allemand, d'une union faïtière, l'Union des associations féminines allemandes (Bund deutscher Frauenvereine, BDF). À l'image du CIF, le BDF regroupait une large palette d'associations féminines et féministes. La volonté des féministes allemandes de rejoindre le CIF a donc eu un effet dynamisant et structurant sur leur mouvement, mais cela a également donné lieu à un schisme en son sein. En effet, les associations ouvrières allemandes n'ont pas été invitées au congrès fondateur du BDF : cette exclusion de fait n'a pas échappé à leur leader Clara Zetkin, qui, depuis la levée de la loi antisocialiste en 1890 – une loi d'exception contre la social-démocratie adoptée en 1878 à l'instigation du chancelier Otto von Bismarck avec le soutien des libéraux –, s'efforçait de rassembler toutes les travailleuses dans un mouvement prolétaire féminin afin de prêter main-forte au mouvement ouvrier.
- 10 Zetkin se servit de cette exclusion comme prétexte pour annoncer une politique de « séparation nette » (« *reinliche Scheidung* ») entre le mouvement féministe allemand, qui était constitué majoritairement de femmes issues des milieux bourgeois et privilégiés, et le mouvement prolétaire féminin¹⁴. Ceci était venu à point nommé pour Zetkin, qui estimait que la femme ne pourrait être l'égale de l'homme, en droits et en aspirations, que dans une société conforme au modèle socialiste et qu'une société égalitaire ne pouvait s'établir qu'avec la participation du mouvement ouvrier féminin¹⁵. « Le principe primordial est pour nous le suivant », déclara-t-elle pour justifier sa position lors du Congrès international des œuvres et des aspirations féminines à Berlin en 1896, « c'est une lutte des classes que mène la femme prolétaire en commun avec son compagnon d'infortune masculin, et non une lutte contre les privilèges du sexe masculin¹⁶. » Rejetant le féminisme comme une aspiration bourgeoise par excellence, Clara Zetkin concevait, du moins à ses débuts, le mouvement prolétaire féminin comme l'organisation féminine du mouvement ouvrier et non comme une structure féministe. La classe l'emportait sur le sexe. Pour cette raison, jusqu'au milieu des années 1900, où Clara Zetkin a commencé à faire valoir des revendications féministes au sein du mouvement ouvrier, le mouvement prolétaire féminin peut difficilement être considéré comme faisant partie des mouvements féministes allemands de l'époque.
- 11 Cette première scission en a entraîné une seconde au sein du BDF, car un certain nombre de femmes réprouvaient l'exclusion des associations d'ouvrières du BDF et aspiraient à faire des travailleuses les sujets, et non seulement les objets, d'une politique sociale. Ces féministes regroupées autour de Minna Cauer (1841-1922, institutrice, publiciste et activiste) et de son association Frauenwohl (Le Bien des femmes, créée en 1888 à Berlin), puis sous la bannière des féministes « radicales » – par opposition à la majorité « modérée » du BDF –, voulaient agir en faveur des femmes de tous les milieux, notamment des ouvrières, qui se situaient à la croisée de la « question ouvrière » et de la « question des femmes ». Mais c'était sans compter avec la volonté d'obstruction de Clara Zetkin¹⁷. Plus généralement, leur position universaliste était très minoritaire dans le milieu féministe allemand.
- 12 Nécessaire pour permettre aux féministes allemandes d'être présentes à l'international, la création du BDF s'est faite en excluant les associations ouvrières, une décision qui a fortement influencé l'évolution du mouvement féministe allemand dans les décennies

suivantes. Les barrières de classe étaient véritablement structurantes dans le féminisme allemand, mais guère plus que les rapports sociaux de classe ne structuraient la société de l'Empire. Récemment unifiée sur le plan politique (1871), l'Allemagne avait en effet conservé des particularités régionales, culturelles, économiques, sociales et confessionnelles fortes¹⁸. Encore pour partie enfermée dans des structures féodales, quoique aussi tournée vers la modernité, elle ne connaissait pas d'universalisme républicain comme en France¹⁹, et l'appartenance sociale et religieuse des individus jouait un rôle encore très puissant dans leur parcours de vie et leurs possibilités d'action. Autrement dit, les divisions sociales au sein du mouvement féministe allemand ne faisaient que refléter celles présentes dans la société, mais constituaient certainement, avec leur caractère si structurant, un trait marquant du mouvement féministe allemand en comparaison avec ceux des autres pays.

Raisons de l'impossible convergence des luttes dans l'Empire allemand

- 13 Si la convergence des luttes entre femmes socialistes et féministes, y compris de tendance radicale, semblait impossible et même non souhaitable à la majorité des actrices en présence, cela tenait à plusieurs facteurs, dont les uns étaient sans conteste d'ordre idéologique, tandis que d'autres étaient d'ordre pragmatique et d'autres encore d'ordre symbolique, c'est-à-dire touchant aux représentations²⁰.
- 14 Très majoritairement issues des milieux bourgeois cultivés – elles étaient filles d'instituteurs, de prêtres, de médecins, de juristes et, lorsqu'elles étaient mariées, avaient épousé des hommes exerçant des professions intellectuelles²¹ –, les féministes allemandes rejetaient la théorie révolutionnaire de l'aile marxiste de la social-démocratie. Elles cherchaient, comme le souligne l'historienne Gisela Notz, à atteindre l'égalité de droits entre les sexes par des réformes à l'intérieur de la société capitaliste et patriarcale existante et, sous le terme d'égalité de droits pour les femmes, elles entendaient généralement les mêmes droits que les hommes de leur milieu²². Clara Zetkin, de son côté, reprochait aux « bourgeoises » de ne vouloir réformer qu'une partie de la société au lieu de la transformer tout entière²³. Ainsi, elle faisait barrage à toute forme de rapprochement entre l'aile radicale du mouvement féministe et les ouvrières allemandes, avec une « politique de séparation nette » implacable. Néanmoins, dans les deuxième et troisième rangs du mouvement ouvrier féminin se trouvaient quelques personnalités comme Wally Zepler (1865-1940, publiciste et femme politique sociale-démocrate), Johanna Löwenherz (1857-1937, écrivaine, syndicaliste et militante socialiste) et Henriette Fürth (1861-1938, féministe membre du SPD, sociologue et experte en affaires sociales) – toutes trois issues de milieux bourgeois –, qui étaient favorables à une coopération au moins ponctuelle entre mouvement féministe et mouvement ouvrier féminin, mais qui en étaient empêchées par leur leader²⁴. La différence de classes constituait donc une ligne de démarcation apparemment infranchissable entre le mouvement féministe et le mouvement socialiste féminin²⁵.
- 15 Si Clara Zetkin sabotait toute tentative de rapprochement des féministes radicales, c'est aussi qu'elle craignait l'effet de leurs campagnes de mobilisation à l'adresse des ouvrières. C'est parce qu'elle voyait en elles ses plus proches ennemies et une menace pour la cohésion du mouvement ouvrier féminin qu'elle se montrait particulièrement

agressive vis-à-vis des féministes radicales. En 1895, alors que les radicales tentaient de se rapprocher des associations ouvrières, elle écrivait à Friedrich Engels :

« Mais à ce stade, il faut encore renforcer et défendre cette clarté que nous avons obtenue à l'égard du mouvement des bourgeois dans nos propres rangs comme vers l'extérieur. [...] Et, depuis quelque temps, les féministes bourgeois s'approchent plus de nous qu'auparavant. Clarifier la situation face à ces différents courants et inclinaisons, insister lourdement sur le caractère de classe de notre mouvement prolétaire de femmes, voilà ce que je considère comme étant la tâche la plus importante de *Die Gleichheit*. [...] Tant que les féministes restent dans leur domaine à elles, je les laisse en paix. Mais aussitôt qu'elles essaient de nous baratiner avec leur "sororité universelle", je leur tape assez durement sur les doigts²⁶. »

- 16 Clara Zetkin considérait donc les ouvrières et femmes sociales-démocrates comme sa chasse gardée et n'hésitait pas, pour cela, à couper court à toute action durable commune, au grand dam de certaines socialistes (Lily Braun pendant un temps, Johanna Löwenherz, Henriette Fürth, Wally Zepler) et de féministes radicales (Minna Cauer, Jeanette Schwerin, Else Lüders et d'autres).
- 17 Du côté des féministes bourgeois, leur rejet des associations ouvrières reflétait, mais aussi reproduisait, le rejet des sociaux-démocrates dans la société de l'Empire allemand. Même après la non-prorogation de la loi antisocialiste en 1890, le stigmatisme à l'encontre des sociaux-démocrates persista. Comme, par ailleurs, le droit associatif prussien de 1850 interdisait aux femmes d'être membres d'associations ou même d'assister à des réunions de nature politique, sous peine de dissolution, d'interdiction et d'amendes, et que cette loi avait été adoptée également dans la majorité des autres États allemands, la tentation était forte, pour les féministes les plus soucieuses d'acceptabilité, d'éviter toute promiscuité avec les associations ouvrières et les thématiques qui leur étaient propres ou réputées telles, comme la prostitution ou le sort des « filles-mères ». Pour les associations féministes qui s'y risquaient, cette loi sur les associations était une véritable épée de Damoclès, qui ne disparut qu'en 1908 lorsque le droit associatif fut réformé et unifié.
- 18 Enfin, il apparaît que les féministes radicales, y compris les plus volontaires parmi elles pour œuvrer sur un pied d'égalité avec les travailleuses, ne parvenaient pas à se défaire d'un certain sentiment de supériorité, fondé sur leur culture (*Bildung*), dans laquelle elles puisaient naturellement leur légitimité comme leaders du mouvement des femmes allemandes. Ainsi, ouvrant un club des travailleuses à Hambourg, elles en confiaient la direction à une bourgeoise rodée aux activités de bienfaisance²⁷. Un examen précis du discours des radicales sur la question ouvrière dans leur revue *Die Frauenbewegung* (*Le mouvement féministe*) fait apparaître un glissement sémantique dans les termes : la notion de coopération sur un pied d'égalité, mise en avant en 1899, disparaît à partir de 1901 au profit de l'idée selon laquelle les radicales avaient à « éclairer » (*aufklären*) les ouvrières sur leur situation, leurs droits et leurs obligations, en vue de les « aider » à s'organiser²⁸.
- 19 En raison de divergences idéologiques, mais aussi de considérations plus pragmatiques et de schémas de pensée classistes, le mouvement féministe et le mouvement socialiste féminin n'ont jamais pu se résoudre à coopérer plus que ponctuellement. Pourtant, ils se rejoignaient non seulement dans leur internationalisme, mais aussi dans leur utilisation de l'espace public transnational qu'ils avaient constitué.

Usages de l'espace public transnational et ses limites

- 20 L'utilisation des expositions universelles et des congrès internationaux de femmes, comme ceux organisés par le CIF, qui permettait de formuler ses revendications dans un cadre universaliste et de donner plus de visibilité à son mouvement, a rapidement fait ses preuves. L'Internationale socialiste ou Deuxième internationale, fondée en 1889 à Paris, à l'initiative notamment de Friedrich Engels (1820-1890), empruntait également cette voie. Égales aux hommes sur le papier, mais moins dans la réalité, y compris au sein de leurs propres organisations, les femmes socialistes se sont réunies à Stuttgart en 1907 pour la Première conférence internationale des femmes socialistes et ont élu Clara Zetkin présidente du secrétariat international des femmes. De plus en plus consciente de la nécessité de déployer des structures et d'organiser des mobilisations propres aux femmes au sein du mouvement ouvrier, Zetkin est à l'initiative, avec Luise Zietz (1865-1922), une autre sociale-démocrate allemande, lors de la Deuxième conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague en 1910, de la création d'une journée internationale des femmes, centrée sur la revendication du droit de vote pour les femmes. L'idée de cette journée, qui existe désormais depuis 1911, leur est venue de la socialiste états-unienne May Wood Simons²⁹.
- 21 Les féministes radicales avaient justement fait du combat pour le suffrage des femmes une priorité de leur mouvement. En janvier 1902, elles avaient créé pour cela l'Association allemande pour le suffrage des femmes (*Deutscher Frauenstimmrechtsverein, DVF*) à Hambourg, la Prusse ne le permettant pas³⁰. La création de cette association avait également été précipitée par l'annonce d'une Conférence internationale pour le droit de vote des femmes à Washington du 12 au 18 février 1902, à laquelle les Allemandes ne pouvaient pas assister officiellement si elles n'avaient pas d'organisation pour les représenter³¹. Exploitant au maximum le potentiel multiplicateur des réseaux internationaux, Anita Ausgurg et Lida Gustava Heymann, respectivement présidente et vice-présidente du DVF, ont été à l'initiative de la création, en 1904 à Berlin, de l'Alliance internationale pour le suffrage des femmes (AISF) à l'occasion d'un congrès international des femmes tenu dans la capitale de l'Empire avec les actrices les plus emblématiques de ce mouvement. Également constituée de délégations nationales du mouvement suffragiste, l'AISF était passée de six membres fondateurs à vingt-six membres en 1914³².
- 22 S'organiser au niveau international ne servait pas qu'à mobiliser et à sensibiliser l'opinion publique au niveau transnational autour d'argumentaires universalistes et dans un espace public également transnational, quoique sectoriel³³. En plus de permettre aux militantes de trouver auprès des femmes d'autres pays soutien et confirmation, les réseaux féministes transnationaux étaient également le lieu où circulaient des pratiques qui avaient fait leurs preuves, dans lesquelles le mouvement féministe états-unien était souvent considéré comme un modèle, à la fois pour son caractère supposé pionnier et sa radicalité³⁴. Les féministes radicales suffragistes européennes se sont ainsi inspirées d'actions menées par les suffragistes états-uniennes : tandis qu'en France, Hubertine Auclert avait déjà initié une grève des impôts en 1880, en Angleterre, une Ligue pour la résistance contre l'imposition des femmes (*Women's Tax Resistance League*) avait vu le jour en 1909³⁵. La campagne « *no taxation without representation* », imaginée par des suffragistes états-uniennes, qui consistait à refuser de payer ses impôts comme contribution citoyenne aux finances de l'État tant

que celui-ci refusait aux femmes le droit d'élire leurs représentants³⁶, a été importée en Allemagne par la féministe radicale Lida Gustava Heymann : ressortissante de la ville-État de Hambourg, elle a refusé de payer ses impôts, tenu tête aux autorités hambourgeoises et monté l'affaire en épingle jusqu'à lui donner une certaine résonance médiatique. Si elle a finalement dû régler ses impôts, le coup médiatique, lui, était réussi : les décideurs politiques avaient finalement dû s'emparer du sujet.

- 23 Ainsi, comme l'a analysé Susanne Kinnebrock, des transferts d'image de marque et de présence médiatique ont eu lieu des organisations internationales vers le mouvement allemand pour le suffrage des femmes. En faisant venir des représentantes emblématiques du mouvement suffragiste états-unien comme Susan B. Anthony, qui s'est rendue à Berlin en 1904 pour présider le congrès du CIF qui y était organisé, les féministes allemandes profitaient de l'intérêt du public et de l'image positive dont jouissait aux États-Unis le mouvement féministe, plus établi dans la société américaine que le mouvement suffragiste ne l'était en Allemagne³⁷.
- 24 Néanmoins, souligne Susanne Kinnebrock, les féministes allemandes, y compris les radicales, estimaient que toutes les stratégies du mouvement suffragiste international n'étaient pas aptes à être importées telles quelles en Allemagne. Lorsqu'elles jugeaient qu'elles risquaient de franchir la limite de l'acceptable et que cette transgression allait davantage leur nuire que les servir, les radicales ont adapté certaines de ces stratégies à ce qu'elles estimaient être acceptable aux yeux de l'opinion publique allemande³⁸. Les féministes radicales étaient par exemple admiratives et quelque peu envieuses des immenses défilés de rue organisés par les femmes du mouvement suffragiste britannique. Défiler dans les rues était cependant une forme d'action très ancrée dans la culture ouvrière. C'est donc sur des chars richement décorés de fleurs que les suffragistes allemandes ont défilé à Munich en septembre 1912 afin de se démarquer du mouvement ouvrier³⁹. Cette action, avec laquelle les féministes allemandes ne semblaient pas particulièrement à l'aise, fut très peu relayée dans les organes de presse féministes de leurs initiatrices, fait suffisamment rare pour être noté. Elle ne fut pas reconduite, ni dans d'autres États allemands, ni ultérieurement : sans doute a-t-on considéré que cette action n'avait pas fait mouche.

Internationalisme et solidarité interclasse en temps de guerre

- 25 Le déclenchement, à l'été 1914, d'une guerre d'abord européenne et bientôt mondiale prit les unes par surprise, tandis que d'autres, comme Gertrud Bäumer (1873-1954, enseignante, journaliste, leader féministe et femme politique), l'une des personnalités féministes modérées allemandes les plus en vue et présidente du BDF depuis 1910, s'y étaient préparées en prévoyant déjà l'organisation d'un Service national des femmes (*Nationaler Frauendienst*)⁴⁰. Les féministes radicales, pour la plupart suffragistes et pacifistes, furent complètement prises au dépourvu, croyant que les tensions internationales comme celles de 1905 et de 1911 finissaient toujours par se désamorcer⁴¹. Le premier choc a donc été de se retrouver subitement en guerre et le second de voir les solidarités féminines internationales se déliter au profit des logiques de défense de la patrie.
- 26 La guerre a opéré, selon Angelika Schaser, une « nationalisation » des mouvements féministes ou, plus exactement elle a fait monter à la surface un « nationalisme

féminin » sous-jacent qui existait parallèlement à son orientation internationale : une fois la guerre déclarée, le BDF s'est très rapidement distancié de ses racines internationales et a stylisé l'ensemble des activités féminines en « devoir national⁴². Pour sa présidente Gertrud Bäumer, la guerre permettait au mouvement de femmes « de révéler sa vocation propre et la plus profonde », à savoir le service des femmes à la nation⁴³. En soutenant à l'arrière la politique et l'armée allemandes, les dirigeantes du mouvement féministe allemand espéraient parvenir à convaincre les décideurs politiques que les femmes avaient mérité l'égalité des droits et en particulier le droit de vote actif et passif (le droit d'élire et d'être élue).

- 27 Du côté des féministes radicales, une fois l'onde de choc passée, celles qui se sont accrochées à leur internationalisme en dépit de la stigmatisation et des risques encourus, ont participé au Congrès international des femmes pour la Paix et la Liberté à La Haye mentionné en introduction. En dépit de l'appel au boycott de ce congrès par le bureau du BDF, la délégation allemande comptait vingt-huit femmes, dont la plupart étaient des féministes et pacifistes radicales. Anita Augspurg a joué un rôle central dans l'organisation du congrès aussi bien que dans l'orientation féministe et démocratique donnée aux résolutions.
- 28 Clara Zetkin, qui avait envisagé de se rendre à ce congrès, s'était finalement contentée d'envoyer un message de sympathie à La Haye, saluant l'initiative de ces femmes pacifistes⁴⁴. Si modeste qu'il puisse paraître, ce geste révèle l'amorce d'un changement de paradigme. En effet, la guerre semblait rendre l'impensable subitement possible : un rapprochement des femmes par-delà les frontières de classe. Celui-ci s'est même opéré dans les deux camps, le camp patriotique et le camp pacifiste. Du côté, largement majoritaire, des femmes et féministes qui se sont engagées pour la cause patriotique, le Service national des Femmes faisait subitement se côtoyer et travailler ensemble des femmes de tous les milieux sociaux, ce qui sembla à Minna Cauer la réalisation d'un de ses rêves les plus chers. Dès le 3 août 1914, elle écrivait en effet dans ses journaux personnels :
- « Ça y est, les femmes sociales-démocrates font cause commune avec nous. [...] Mais moi je suis heureuse, joyeuse – tous les efforts que je déploie depuis des années, mes nombreuses souffrances – ça y est maintenant – le lien est tissé⁴⁵. »
- 29 Du côté des femmes pacifistes, socialistes et féministes, le rapprochement était encore imperceptible en 1915, mais le message de sympathie de Clara Zetkin aux féministes pacifistes rassemblées à La Haye en était un signe avant-coureur. Un an plus tard, celle-ci participait à la création du mouvement spartakiste et rejoignait l'USPD pacifiste, consommant sa rupture avec le SPD.
- 30 C'est finalement la question du suffrage des femmes qui, à partir de 1917, a fédéré les féministes suffragistes de tous bords – car le mouvement suffragiste allemand était très divisé à la veille de la guerre – et les socialistes allemandes. Avec un discours prononcé au printemps 1917, dans lequel il annonçait une réforme du droit de vote sans mentionner une seule fois le suffrage des femmes, l'empereur Guillaume avait involontairement déclenché cette solidarité interclasse chez les femmes. Réunies autour d'un sentiment partagé d'injustice, celles-ci se sont adressées sans relâche en 1917 et 1918 aux décideurs politiques, jusqu'à ce que les membres du gouvernement révolutionnaire proclament le 12 novembre 1918 le droit de vote démocratique, égal, secret et direct pour les Allemands des deux sexes⁴⁶. Alors que la solidarité féminine internationale, dans la plupart des grandes organisations internationales de femmes,

avait été mise sous l'éteignoir au moment de la guerre, à l'échelle de la société allemande, la guerre a donc plutôt favorisé un rapprochement entre femmes des milieux bourgeois et ouvriers, sans toutefois effacer les différences sociales.

- 31 L'analyse de la phase de développement et de différenciation des mouvements féministes allemands, dans la seconde moitié des années 1860 à la fin de la Première Guerre mondiale, a montré à quel point la barrière sociale était structurante pour ces femmes qui luttèrent toutes pour une plus grande égalité économique, juridique et politique entre les sexes. Les mouvements féministes d'un côté et le mouvement des femmes socialistes de l'autre étaient chacun largement impliqué dans des réseaux transnationaux : leur internationalisme était un ensemble de pratiques associatives vécues avant même, parfois, d'être un principe. Avec les affiliations multiples, très courantes chez les féministes de l'époque, leurs réseaux s'entrecroisaient en de nombreux points. Toutefois, les organisations féministes internationales, l'Internationale socialiste féminine et les structures qui gravitaient autour ne se sont jamais rejointes. Les frontières de classe étaient alors plus difficiles à franchir que les frontières nationales. La Première Guerre mondiale n'a pas apporté et encore moins offert le droit de vote aux femmes – les nombreuses manifestations scientifiques organisées et publications parues à l'occasion du centenaire du droit de vote des femmes en 2018 ont suffisamment insisté sur ce point –, mais elle leur aura du moins offert une « trêve sociale » et permis ainsi une union féminine interclasse qui, peu de temps auparavant, semblait encore inconcevable. (Se) représenter visuellement ces réseaux de personnes et d'associations dans tous leurs entrecroisements pose une véritable difficulté méthodologique. Les Archives allemandes numériques des femmes (*Deutsches digitales Frauenarchiv*), un portail professionnel dédié à l'histoire des féminismes allemands⁴⁷, exploite les potentialités de l'outil numérique pour tenter une visualisation de ces réseaux⁴⁸. Cette représentation reste nécessairement partielle mais ne peut que susciter l'enthousiasme et contribuer à faire connaître l'importante contribution de féministes allemandes, en particulier de celles qui exerçaient des fonctions dans ces réseaux internationaux, à l'avènement de sociétés plus égalitaires.

NOTES

1. Sans nom, « Gegen die chauvinistische Verseuchung ». Aus dem offiziellen Bericht über die Verhandlungen der Internationalen Sozialistischen Frauenkonferenz in Bern, 26. bis 28. März 1915, dans Clara Zetkin, *Revolutionäre Bildungspolitik und marxistische Pädagogik. Ausgewählte Reden und Schriften*, eingel. und erläutert von Gerd Hohendorf, Berlin (Est), Volk-und-Wissen, volkseigener Verlag, 1983, p. 274.

2. « Internationaler Frauenkongress, Haag vom 21. April-1. Mai 1915. Einleitung und Beschlüsse », dans Sabine Hering/Cornelia Wenzel (Hg.), *Frauen riefen, aber man hörte sie nicht. Die Rolle der deutschen Frauen in der internationalen Frauenfriedensbewegung zwischen 1892 und 1933*, vol. 2, Kassel, s.n. 1986, p. 31-36, ici p. 33.

3. Par exemple Karin Bauer, *Clara Zetkin und die proletarische Frauenbewegung*, Berlin, Oberbaum, 1978 ; Heinz Niggemann, *Emanzipation zwischen Sozialismus und Feminismus: die sozialdemokratische*

Frauenbewegung im Kaiserreich, Wuppertal, Hammer, 1981 ; Sabine Richebächer, *Uns fehlt nur eine Kleinigkeit: deutsche proletarische Frauenbewegung 1890-1914*, Frankfurt am Main, Fischer-Taschenbuch-Verlag, 1982 ; Herrad Schenk, *Die feministische Herausforderung: 150 Jahre Frauenbewegung in Deutschland*, München, Beck, 1983 ; Irene Stoehr, *Emanzipation zum Staat ? : der Allgemeine Deutsche Frauenverein - Deutscher Staatsbürgerinnenverband 1893-1933*, Pfaffenweiler, Centaurus 1990.

4. Werner Thönessen, *Frauenemanzipation: Politik und Literatur der deutschen Sozialdemokratie zur Frauenbewegung 1863-1933*, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969.

5. Vincent Streichhahn et Frank Jacob (dir.), *Geschlecht und Klassenkampf: die « Frauenfrage » aus deutscher und internationaler Perspektive im 19. und 20. Jahrhundert*, Berlin, Metropol, 2020.

6. *Ibid.*, p. 8 et sq.

7. Une bonne synthèse, récemment mise à jour, de la recherche sur le premier mouvement féministe allemand, est parue : Angelika Schaser, *Frauenbewegung in Deutschland 1848-1933*, Darmstadt, wbG Academic, 2020. Voir également Patrick Farges et Anne-Marie Saint-Gille (dir.), *Le premier féminisme allemand 1848-1933 : un mouvement social de dimension internationale*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2013.

8. Anne-Laure Briatte-Peters, *Citoyennes sous tutelle. Le mouvement féministe « radical » dans l'Allemagne wilhelmienne*, Berne, Peter Lang, 2013. Pour une meilleure lisibilité, nous renoncerons aux guillemets dans la suite du texte.

9. Clara Zetkin, *Zur Geschichte der proletarischen Frauenbewegung Deutschlands* [Moscou, 1928], Francfort, Verlag Roter Stern, 1971. <https://www.projekt-gutenberg.org/zetkin/prolfrau/chap003.html> [lien consulté le 13/10/2022].

10. Sur les racines plus anciennes de l'internationalisme féminin, voir Bonnie S. Anderson, *Joyous Greetings: The First International Women's Movement, 1830-1860*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

11. Sur la participation des femmes aux expositions internationales et universelles, voir Myriam Boussahba-Bravard et Rebecca Rogers (ed.), *Women in International and Universal Exhibitions, 1876-1937*, New York & London, Routledge, 2017.

12. Leila J. Rupp, « Transnational Women's Movements », dans *European History Online* (EGO), published by the Institute of European History (IEG), Mayence, 2011-06-16. URL : <http://www.ieg-ego.eu/ruppl-2011-en> [lien consulté le 01/05/2022].

13. Le premier de ces conseils nationaux a été créé aux États-Unis ; ont suivi, dans cet ordre, le Canada, l'Allemagne, la Suède, l'Australie, la Grande-Bretagne, le Danemark et les Pays-Bas. En 1914, le CIF comptait vingt-trois conseils nationaux, pour atteindre trente-six en 1939. *Ibid.*

14. S.n. [Clara Zetkin], « Reinliche Scheidung », *Die Gleichheit*, 4. Jg., Nr. 8/1894, p. 63 sq.

15. Discours de Clara Zetkin lors du congrès du parti social-démocrate de 1896 à Gotha : Clara Zetkin, « Nur mit der proletarischen Frau wird der Sozialismus siegen ! » [Le socialisme ne pourra vaincre qu'avec la femme prolétaire !]. Rede auf dem Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands zu Gotha, 16. Oktober 1896, dans *id.*, *Ausgewählte Reden und Schriften*, vol. I, Berlin, Dietz, 1957, p. 110.

16. Cité d'après Gerlinde Naumann : « Das Verhältnis von proletarischer und bürgerlicher Frauenbewegung – dargestellt an den Beziehungen zwischen Clara Zetkin und Minna Cauer », dans *Mitteilungsblatt der Forschungsgemeinschaft « Geschichte des Kampfes der Arbeiterklasse um die Befreiung der Frau »*, 1982/3, p. 23-29, ici p. 26.

17. Anne-Laure Briatte-Peters, *Citoyennes sous tutelle*, *op. cit.*, chap. : « Tentatives de rapprochement avec les associations d'ouvrières » et « Politique de la main tendue vers les travailleuses ».

18. Sandrine Kott, *L'Allemagne du XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1999 ; James N. Retallack (ed.), *Imperial Germany, 1871-1918*, Oxford and New York, Oxford University Press, 2008.

19. Bibia Pavard, Florence Rochefort et Michelle Zancarini-Fournel, *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2020.
20. L'argumentaire développé ici a déjà été exposé dans un article à paraître au printemps 2023 : Anne-Laure Briatte, « Féminismes bourgeois allemands et révolutions : des liaisons dangereuses », dans dossier « Féminismes en révolution(s), Europe/Amériques, années 1820-Fin de siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 65 | 2023.
21. Sur la question du bagage social et culturel des féministes radicales allemandes autour de 1900, voir Anne-Laure Briatte-Peters, « La fabrique des intellectuelles. Minna Caer, Anita Augspurg, Lida Gustava Heymann », dans Patrick Farges et Anne-Marie Saint-Gille (dir.), *Le premier féminisme allemand 1848-1933. Un mouvement social de dimension internationale*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion 2013, p. 33-49.
22. Gisela Notz, « “Kein einig Volk von Schwestern” : zum Verhältnis von bürgerlicher und proletarischer Frauenbewegung », dans Vincent Streichhahn, Frank Jacob (dir.), *Geschlecht und Klassenkampf*, op. cit., p. 27-48, ici p. 31.
23. Clara Zetkin, « Nur mit der proletarischen Frau... », disc. cit., p. 103.
24. Anne-Laure Briatte-Peters, *Citoyennes sous tutelle*, op. cit., p. 158-162.
25. Gisela Notz, « “Kein einig Volk von Schwestern” », art. cit., p. 32.
26. Traduit de l'allemand par ALB et cité d'après Heinz Niggemann, *Emanzipation zwischen Sozialismus und Feminismus*, op. cit., p. 83 sq.
27. Lida Gustava Heymann, « Zur Arbeiterinnenfrage », dans *Die Frauenbewegung*, 1.6.1901/11, p. 87.
28. Anne-Laure Briatte-Peters, *Citoyennes sous tutelle*, op. cit., p. 225-227.
29. Kerstin Wolff, « La journée internationale des femmes du 8 mars », *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe* [en ligne], ISSN 2677-6588, mis en ligne le 26/06/2020, permalien : <https://ehne.fr/fr/node/21307> [lien consulté le 10/05/2022].
30. Susanne Kinnebrock, *Anita Augspurg, 1857-1943 : Feministin und Pazifistin zwischen Journalismus und Politik*, Centaurus, Herbolzheim, 2005, p. 245.
31. Anne-Laure Briatte-Peters, *Citoyennes sous tutelle*, op. cit., p. 251 sq.
32. Anja Schüler, « Der Kampf um das Frauenwahlrecht – auch eine internationale Angelegenheit » [en ligne], mis en ligne le 12/11/2018, licence Creative Commons CC BY-NC-ND 3.0 DE, URL : <https://www.bpb.de/themen/zeit-kulturgeschichte/frauenwahlrecht/278704/der-kampf-um-das-frauenwahlrecht-auch-eine-internationale-angelegenheit/> [lien consulté le 10/05/2022].
33. Au sujet des espaces publics plus ou moins sectoriels dans lesquels les féministes et les femmes socialistes – en l'occurrence allemandes – agissaient, voir Ulla Wischermann, *Frauenbewegungen und Öffentlichkeiten um 1900 : Netzwerke – Gegenöffentlichkeiten – Protestinszenierungen*, Königstein, U. Helmer, 2003.
34. En réalité, le regard porté par les féministes allemandes, en particulier celles qui avaient émigré pour des raisons politiques vers les États-Unis, sur les états-uniennes était plus ambigu : Hélène Quanquin, « L'Allemand qui fume avec suffisance sa pipe » : regards croisés entre féminismes américain et allemand entre 1848 et le début du XX^e siècle », dans Patrick Farges et Anne-Marie Saint-Gille (dir.), *Le premier féminisme allemand 1848-1933*, op. cit., p. 121-129. Pour une étude plus de la perception du mouvement féministe états-unien par les féministes allemandes au XIX^e siècle : Magdalena Gehring, *Vorbild, Inspiration oder Abgrenzung ? : Die Amerikarezeption in der deutschen Frauenbewegung im 19. Jahrhundert*, Francfort am Main/New York, Campus, 2020.
35. Birgitta Bader-Zaar, « Zur Geschichte des Frauenwahlrechts im langen 19. Jahrhundert. Eine international vergleichende Perspektive », *Ariadne – Forum für Frauen- und Geschlechtergeschichte*, 2001/40 : « Parteilichkeiten. Politische Partizipation von Frauen – Erfahrungen mit männlichen Politikbereichen », p. 6-13, ici p. 11.

36. Juliana Tutt, « “No Taxation Without Representation” in the American Woman Suffrage Movement », *Stanford Law Review*, vol. 62, n° 5, *Stanford Law Review*, 2010, p. 1473-1512.
37. Susanne Kinnebrock, « Wahrhaft international ? Soziale Bewegungen zwischen nationalen Öffentlichkeiten und internationalen Bewegungsverbund », dans Eva Schöck-Quinteros *et al.* (dir.), *Politische Netzwerkerinnen : internationale Zusammenarbeit von Frauen, 1830-1960*, Berlin, Trafo-Verl, 2007, p. 44 sq.
38. *Ibid.*, p. 41.
39. Ulla Wischermann, *Frauenbewegungen und Öffentlichkeiten*, *op. cit.*, p. 248.
40. Au sujet de l'idéologie et de l'organisation du Service national des Femmes, voir Marianne Walle, « Allemagne, 1915. Le féminisme à l'épreuve de la guerre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2005/3, n° 219, p. 63-69.
41. Anne-Laure Briatte-Peters, *Citoyennes sous tutelle*, *op. cit.*, p. 363-365.
42. Angelika Schaser, *Frauenbewegung in Deutschland*, *op. cit.*, p. 102 sq.
43. Cité d'après Gisela Brinker-Gabler (dir.), *Frauen gegen den Krieg*, Frankfurt am Main, Fischer-Taschenbuch-Verlag, 1980, p. 24.
44. Gilbert Badia, *Clara Zetkin, féministe sans frontières*, Paris, Éd. Ouvrières, 1993, p. 156 sq.
45. Inscription datée du 03/08/1914. Else Lüders, *Minna Cauer. Leben und Werk, dargestellt an Hand ihrer Tagebücher und nachgelassenen Schriften von Else Lüders*, Gotha, Perthes, 1925, p. 177.
46. Ute Rosenbusch, *Der Weg zum Frauenwahlrecht in Deutschland*, Baden-Baden, Nomos, 1998 ; Kerstin Wolff, *Unsere Stimme zählt! die Geschichte des deutschen Frauenwahlrechts*, Überlingen, Bast Medien, 2018.
47. <https://www.digitales-deutsches-frauenarchiv.de/das-ddf> [lien consulté le 26/08/2022].
48. Voir l'exemple d'Anita Augspurg, féministe allemande engagée dans des associations féministes à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale (tout en bas de la page) : <https://www.digitales-deutsches-frauenarchiv.de/akteurinnen/anita-augspurg> [lien consulté le 10/05/2022].

RÉSUMÉS

Le présent article étudie un aspect négligé dans l'historiographie des mouvements féministes allemands de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle : les relations entre mouvements féministes bourgeois et mouvement ouvrier féminin. Il s'agit de comprendre pourquoi les mouvements féministes et le mouvement ouvrier féminin allemands n'ont jamais coopéré plus que ponctuellement. La première partie relate comment les féministes allemandes se sont d'emblée placées dans une perspective internationale, mais non trans-classe. Dans la deuxième partie sont analysés les facteurs idéologiques, stratégiques et symboliques qui ont fait obstacle à une coopération plus qu'épisodique entre ces mouvements en Allemagne. La troisième partie se penche sur les usages d'un espace public sectoriel international, dans lequel les frontières nationales étaient franchies avec aisance, tandis que les barrières sociales semblaient proprement infranchissables. Dans la quatrième et dernière partie, il est montré que la guerre a certes mis l'internationalisme des réseaux féministes sous l'éteignoir, mais a permis aux mouvements féministes bourgeois et ouvriers allemands de se rapprocher et même de lutter ensemble pour obtenir le droit de vote pour les femmes.

This article examines an aspect that has been often overlooked in the historiography of German feminist movements during the late 19th and early 20th centuries: the relationship between bourgeois feminist movements and the women's labor movement. We shall seek to understand why the German feminist and women's labor movements never cooperated on more than an *ad hoc* basis. The first part of this article describes how the leaders of the German women's movements placed themselves, from the very beginning, in an international but not a trans-class perspective. The second part analyzes the ideological, strategic, and symbolic factors that prevented anything more than episodic cooperation between these two movements in Germany. The third part looks at the uses of an international sectoral public space, in which national borders were crossed with ease, while social barriers remained quite impermeable. In the fourth and final part, we shall show that the war certainly pushed aside the internationalism of the feminist networks, but nonetheless allowed the German bourgeois and working-class women's movements to communicate and even to fight together to obtain the right to vote for women.

INDEX

Mots-clés : internationalisme, barrières sociales, concurrence, idéologies, antisocialisme

Keywords : internationalism, social barriers, competition, ideologies, antisocialism

AUTEUR

ANNE-LAURE BRIATTE

Anne-Laure Briatte, docteure en études germaniques et en histoire, est maîtresse de conférences en histoire allemande à Sorbonne Université. Ses recherches portent sur les féminismes allemands et plus généralement sur les rapports entre femmes et hommes dans l'espace germanique (XIXe-XXe s.). Elle a publié un livre intitulé *Citoyennes sous tutelle. Le mouvement féministe « radical » dans l'Allemagne wilhelmienne* (Peter Lang, 2013 ; paru en traduction allemande sous le titre : *Bevormundete Staatsbürgerinnen. Die « radikale » Frauenbewegung im Deutschen Kaiserreich*, Campus, 2020). Avec Françoise Thébaud et Éliane Gubin, elle a publié un volume collectif intitulé *L'Europe, une chance pour les femmes ? Le genre de la construction européenne* (Éditions de la Sorbonne, 2019). Elle a récemment codirigé un dossier thématique sur l'impact des études de genre sur les études germaniques en France : « Ce que le genre fait aux études germaniques » (*Allemagne d'aujourd'hui*, 2021). Elle travaille actuellement sur les viols commis dans la zone d'occupation française en Allemagne après 1945.